

Un métier à hauts risques



Les pharmaciens exigent plus de sécurité aux abords de leurs officines. © D.R

Les pharmaciens de la wilaya, à l'instar de leurs camarades des autres régions du pays, se plaignent de l'augmentation du nombre de menaces, agressions verbales, voire physiques, dont ils font l'objet de la part de délinquants en quête de psychotropes.

Ainsi et après avoir débrayé le 29 mai dernier pour exiger plus de sécurité aux abords de leurs officines, ainsi qu'à l'application de la réglementation fixant la vente des produits psychotropes, les pharmaciens de Bouira ont décidé d'interpeller le ministère de la Santé et la Réforme hospitalière via une requête, dont une copie a été remise à Liberté. En effet, dans leur missive, les pharmaciens de Bouira soulignent le caractère "urgent" de l'application "effective" de la classification officielle de ces produits reconnus comme psychotropes et qui sont soumis à un régime de vente particulier. "Outre les menaces et parfois les agressions, nous sommes également otages d'un flou juridique au sujet de la gestion des psychotropes à tous les niveaux", écrivent-ils.

Concrètement, les pharmaciens estiment qu'ils ne sont pas protégés par la force de loi quand ils vendent un médicament traitant à titre d'exemple des troubles de l'anxiété, alors que ce même médicament est considéré comme un psychotrope, alors que dans le tableau officiel délivré par la tutelle, il n'est pas considéré comme tel. "Notre corporation est victime d'une double peine : des dealers qui veulent à tout prix s'approvisionner en narcoleptiques quitte à nous tabasser pour les avoir. Et d'un autre côté, nous sommes victimes d'un vide juridique qui nous expose en cas de vente 'illégal' à des peines de prison", précisent-ils. Effectivement et selon les articles 16 et 17 de la loi 04-18 du 25 décembre 2004, tout contrevenant à ces dispositions encourt

des peines de prison allant de 5 à 20 ans de réclusion. Dans leur requête, les signataires évoquent leur inquiétude quant à la dégradation de leurs conditions de travail et la multiplication des agressions à leur encontre, tout en appelant les pouvoirs publics à “intervenir en urgence” contre ces agissements.

Dans le but d'en savoir plus sur le sujet, attache a été prise avec certains pharmaciens de la ville de Bouira et communes avoisinantes et leurs témoignages renseignent on ne peut mieux sur ce qu'ils qualifient comme étant un calvaire. “On exerce dans des conditions d'insécurité et d'anarchie”, dira le gérant de la pharmacie Tadjine sise en plein cœur du chef-lieu de wilaya avant d'expliciter ses propos : “Quand on refuse de vendre un médicament référencé comme étant un psychotrope sans ordonnance, on s'expose à des insultes, menaces et mêmes des représailles (...) et quand on vend un médicament non référencé dans notre liste, on s'expose également aux agents de l'ordre qui font de nous des dealers”, a-t-il fait savoir.

“Nous sommes harcelés quotidiennement”

Pour notre interlocuteur, il existe bel et bien une anarchie dans l'organigramme des médicaments. “Récemment le ministère de tutelle s'est engagé avec notre syndicat afin de revoir cette liste, mais pour l'instant, nous n'avons été destinataires d'aucun nouveau tableau.” De son côté, le gérant de la pharmacie Chorfi, toujours au niveau de la ville de Bouira, fait état de la multiplication des agressions contre lui et son personnel. “Nous sommes harcelés quotidiennement par certains délinquants qui veulent à tout prix leur dose d'anxiolytique. Or, sans ordonnance, il nous est strictement interdit d'en fournir et de ce fait, on est insultés et menacés.

Nous vivons un véritable calvaire”, a-t-il déploré. Pour sa part, une pharmacienne, exerçant au niveau de la commune de Haïzer (est de Bouira), pointera du doigt la problématique des ordonnances scannées, falsifiées, voire même délivrées par des médecins indécents. “Une fois, mon collègue s'est rendu compte de la supercherie quand il a eu sous les yeux une ordonnance scannée. Étant débutante, j'aurais pu tomber dans le panneau et me retrouver accusée de trafic de produits stupéfiants”, s'est-elle alarmée.

Mieux encore et d'après notre interlocutrice, certains médecins “malveillants” délivrent des ordonnances de complaisance, uniquement pour ne pas avoir des problèmes avec un malade souffrant d'addiction. “Nous sommes les éternels victimes de tout un circuit qu'il faudrait revoir de fond en comble”, a-t-elle conclu. À travers leur requête et leurs témoignages, les pharmaciens de Bouira lancent un véritable cri de détresse aux pouvoirs publics dans le but de réorganiser une profession qu'ils qualifient “être de tous les dangers”.

RAMDANE BOURAHLA